



Dans l'éducation nationale, Toutes et tous en grève la 26 janvier avec la Fonction publique

Le mardi 26 janvier les fédérations nationales CGT, FO, Solidaires appellent tous les personnels de la Fonction publique à la grève pour imposer un rapport de force avant l'ouverture de négociations salariales. La FSU Allier se joint à cet appel. Dans les collèges, l'intersyndicale du second degré (Syndicats de la FSU, de FO, de la CGT, de Solidaires, SNALC) appelle à la grève pour le retrait de la « réforme du collège ».

Ces objectifs se rejoignent, il faut donc unir nos forces. La « réforme du collège » s'inscrit dans une logique d'éclatement et de désorganisation du service public et d'inégalité organisée dans l'offre de formation pour les jeunes. La politique d'austérité s'en prend à l'ensemble des services publics.

Nous nous opposons au PPCR (protocole « parcours professionnels, carrières, rémunérations ») : le gouvernement a choisi de mépriser ses propres règles et la majorité des agents en appliquant un accord signé par les syndicats représentants moins de 50 % des agents. Avec le PPCR, les évolutions d'indices des nouvelles grilles pour les années 2017-2020 sont particulièrement faibles (moins de 6%) et ne permettent pas de couvrir l'inflation (7,5%) subie par les agents sur la période 2010-2015. Pire, le protocole PPCR menace le statut de fonctionnaire à coup de « simplification » de la gestion du personnels, de **mobilité interministérielle** et de **réforme de l'évaluation** dans le sens du « mérite ».

C'est à un même type de gestion que nous nous heurtons à tous les niveaux : baisse autoritaire des moyens et « offre » de contractualisation pour mettre en œuvre les mesures d'éclatement du service public, comme l'illustre bien la « **la convention Allier** » dans les écoles primaires : le Rectorat dit(en termes ambigus) ne pas supprimer plus de poste avec en contrepartie la co-organisation avec les associations de maires des regroupements d'écoles, pour diminuer le nombre de petites écoles : concentration, territorialisation, inégalité, gestion locale mais nullement « de proximité », et économies budgétaires, voilà le point commun au PPCR, à la « réforme du collège » et à la « convention Allier », dont le gouvernement veut faire la règle pour l'attribution des postes en zones rurales.

Il faut des postes !

Pour défendre et améliorer nos conditions de travail et les conditions d'étude des élèves, nous avons besoin de réduire les effectifs par classe, de pouvoir dédoubler certains cours, de reconstituer les réseaux d'aide, de remplaçants dès le 1^{er} jour d'absence, de diminution des effectifs par divisions en collèges et en lycée, d'une extension de l'offre de formation dans l'enseignement public professionnel, technologique, agricole. Il faut des créations de postes de personnels titulaires, de véritables et libres négociations salariales tout de suite, et la fin du scandale des temps partiels massivement imposés aux personnels AESH (suivi des élèves handicapés) sur la base du SMIC.

Toutes et tous ensemble, imposons d'autres choix !

Pour l'Ecole publique, pour la Fonction publique, pour le Service public, ni « convention Allier », ni « réforme du collège », ni contre-réformes libérales, mais :

- baisse des effectifs par classe et création de postes de titulaires en conséquence,
- fin des emplois précaires et plan de titularisation des collègues concernés,
- hausse générale des salaires.

14H : ASSEMBLEE DES PERSONNELS AU COLYSEE (Moulins)

15H : RASSEMBLEMENTS DEVANT LA PREFECTURE (Moulins),
SOUS PREFECTURE (Montluçon) et HÔPITAL (Vichy)